

# Les grandes lignes de l'évolution économique

# 1 Etranger

## 1.1 Evolution de la conjoncture

En 2000, l'économie mondiale a enregistré une vive croissance. Le renchérissement est resté modéré, contrairement à ce qui avait été observé dans des phases précédentes de haute conjoncture. Des impulsions particulièrement fortes ont découlé de l'économie américaine. La croissance a pris de la vigueur dans les pays industrialisés d'Europe également. L'économie japonaise n'est par contre sortie que lentement de sa phase de stagnation. En dehors de la zone de l'OCDE, la conjoncture s'est dans l'ensemble améliorée sensiblement, et de nombreux pays ont obtenu des succès dans la lutte pour surmonter leurs problèmes structurels. Stimulé par la bonne conjoncture, le commerce mondial a marqué une très forte expansion en volume.

**Conjoncture favorable sur le plan mondial**

Le produit intérieur brut réel des pays de l'OCDE a augmenté de plus de 4% en 2000, contre 3% l'année précédente. Ce chiffre est nettement supérieur à la moyenne à long terme, soit 2,7%. Toutes les composantes de la demande, en particulier les exportations de biens et services, ont contribué à l'expansion du produit intérieur brut. Les ventes à l'étranger se sont accrues de près de 12% en volume, après une progression de 4% en 1999. Rendues confiantes par la conjoncture favorable, les entreprises ont investi davantage. La croissance de la consommation privée a atteint près de 4%, soit un rythme légèrement plus élevé que celui de l'année précédente. Elle a été plus vive aux Etats-Unis qu'en Europe et au Japon.

**Zone de l'OCDE: croissance économique reposant sur une large assise**

Aux Etats-Unis, le produit intérieur brut réel s'est accru de 5%, après des progressions de plus de 4% au cours des trois années précédentes. La consommation privée a été le principal moteur de la conjoncture, bien que les entreprises aient fortement augmenté leurs investissements. Les exportations ont bénéficié notamment de l'essor de nombreux pays asiatiques. Dans la seconde moitié de l'année, l'économie américaine a perdu de sa vigueur. Le resserrement de la politique monétaire a exercé des effets modérateurs. En outre, le recul des cours sur les marchés des actions et la hausse du prix du pétrole ont eux aussi pesé sur la croissance économique.

**Poursuite de l'essor aux Etats-Unis**

Dans les pays industrialisés d'Europe occidentale, l'expansion s'est fortement accélérée par rapport aux années précédentes. En moyenne de l'UE, la croissance du produit intérieur brut réel a atteint 3,4%, contre 2,4% en 1999. Elle s'est établie à 3% environ en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Italie, et à plus de 4% en Espagne. Plusieurs économies de moins grande taille ont enregistré elles aussi des taux d'expansion supérieurs à la moyenne.

**Forte expansion en Europe occidentale ...**

Les impulsions ont découlé principalement des exportations. Grâce à l'augmentation de la demande provenant des autres régions du monde, les livraisons de l'UE à l'étranger ont progressé en volume d'environ 11%, contre 4% en 1999. La nouvelle baisse de l'euro face au dollar a soutenu la croissance des exportations. Dans la plupart des pays, la demande intérieure n'a par contre pas augmenté autant que l'année précédente. Le resserrement de la politique monétaire et le fort renchérissement des produits pétroliers ont freiné la demande, dans de nombreux pays, au second semestre.

**... grâce surtout aux exportations**

**Lente reprise au Japon**

Au Japon, la conjoncture ne s'est redressée que lentement. Les exportations ont progressé de 14%, mais la demande intérieure est restée faible. Les investissements ont peu augmenté, et la consommation privée a continué à pâtir du chômage élevé. En outre, des mesures adoptées par l'Etat – ces mesures avaient considérablement soutenu la demande durant les années précédentes – ont pris fin, d'où la disparition d'effets stimulants. Le produit intérieur brut réel s'est accru d'environ 1%, contre 0,2% en 1999.

**Augmentation de l'emploi**

Grâce à la conjoncture favorable, l'emploi a progressé dans la plupart des pays de l'OCDE. Son augmentation a été modeste aux Etats-Unis, qui étaient déjà proches du plein-emploi en 1999. La demande de main-d'œuvre s'est en revanche sensiblement accrue dans de nombreux pays européens, notamment en Allemagne et en France. Au Japon, l'emploi a encore reculé du fait des mesures de restructuration toujours en cours dans maintes branches.

**Diminution du chômage**

Aux Etats-Unis, le taux de chômage a diminué légèrement pour s'inscrire à 4%. Dans l'UE, il était de 8,2%, contre 9,1% en 1999. Des écarts considérables subsistaient encore au sein de l'UE. En effet, les taux de chômage atteignaient plus de 14% en Espagne et 11% environ en Grèce et en Italie, alors qu'ils étaient inférieurs à 3% au Luxembourg et aux Pays-Bas. En Allemagne et en France, ils ont passé au-dessous de la barre des 10% pour la première fois depuis des années. Quant au taux de chômage japonais, il est resté inchangé à 4,7%.

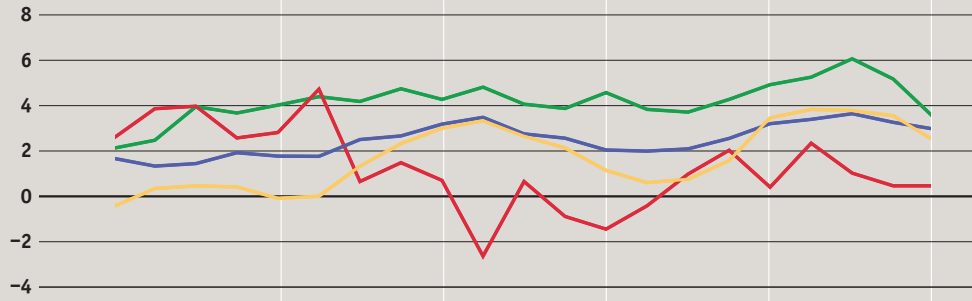
**Hausse du prix du pétrole**

Amorcée au début de 1999, la hausse du prix du pétrole a continué jusque vers la fin du quatrième trimestre de 2000. En décembre, une baisse est toutefois intervenue. Sur le marché mondial, le prix du baril de pétrole brut s'élevait à 30 dollars en moyenne du quatrième trimestre, contre 11 dollars deux ans auparavant. Un tel niveau n'avait plus été observé depuis le second semestre de 1990. Dans les pays industrialisés, la hausse des prix des produits pétroliers s'est traduite par une sensible augmentation du coût de la vie.

### Produit intérieur brut

Etats-Unis  
Japon  
OCDE Europe  
Suisse

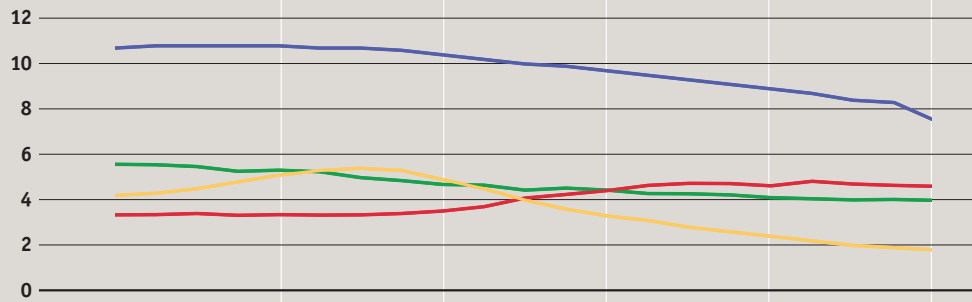
Variation en pour-cent par rapport à l'année précédente.  
Source: OCDE



### Chômage

Etats-Unis  
Japon  
OCDE Europe  
Suisse

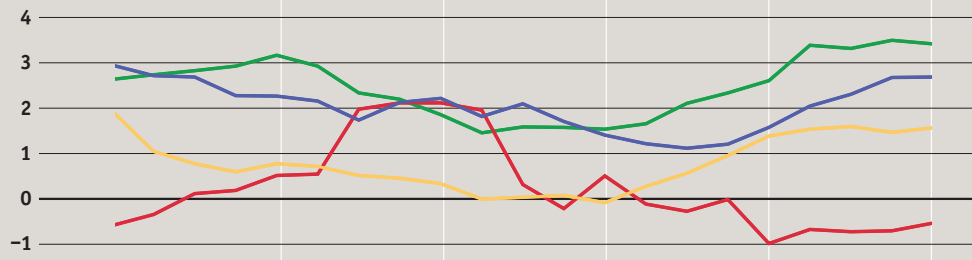
En pour-cent.  
Source: OCDE



### Renchérissement

Etats-Unis  
Japon  
OCDE Europe  
Suisse

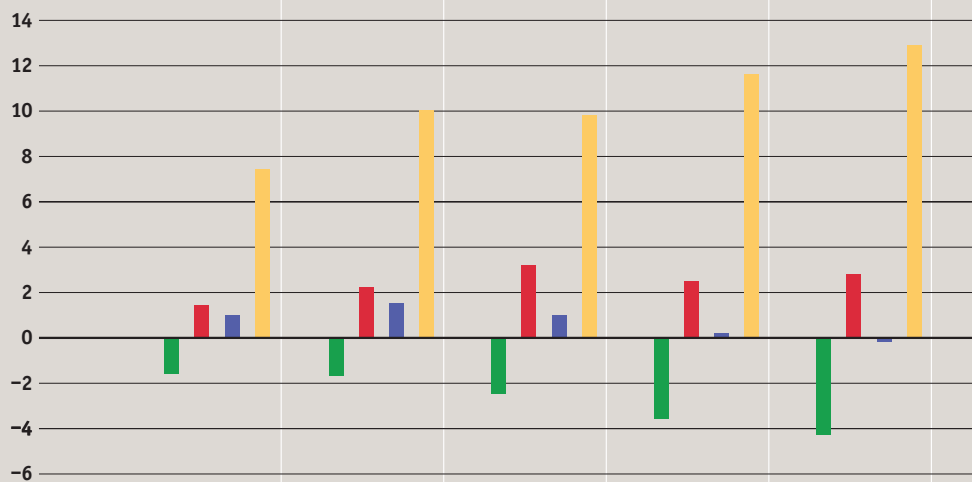
En pour-cent.  
Source: OCDE



### Balance des transactions courantes

Etats-Unis  
Japon  
Union européenne  
Suisse

Solde en pour-cent du PIB.  
Source: OCDE



## Aperçu de l'évolution de la conjoncture

	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Produit intérieur brut réel</b> (variation en % par rapport à l'année précédente)					
Etats-Unis	3,6	4,4	4,4	4,2	5,0
Japon	5,1	1,6	-2,5	0,2	1,0
Union européenne	1,7	2,5	2,7	2,4	3,4
Allemagne	0,8	1,4	2,1	1,6	3,0
France	1,1	1,9	3,2	2,9	3,3
Royaume-Uni	2,6	3,5	2,6	2,2	3,0
Italie	1,1	1,8	1,5	1,4	2,8
Suisse	0,3	1,7	2,3	1,5	3,4

### Chômage (en %)

Etats-Unis	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0
Japon	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7
Union européenne	10,7	10,4	9,8	9,1	8,2
Allemagne	10,4	11,5	11,0	10,5	9,5
France	12,3	12,4	11,8	11,1	9,7
Royaume-Uni	7,9	6,5	5,9	6,0	5,5
Italie	11,7	11,8	11,9	11,5	10,8
Suisse	4,7	5,2	3,9	2,7	2,0

### Renchérissement (prix à la consommation; en %)

Etats-Unis	2,9	2,3	1,6	2,2	3,4
Japon	0,1	1,7	0,7	-0,4	-0,7
Union européenne	2,4	2,0	1,7	1,2	2,4
Allemagne	1,2	1,5	0,6	0,6	2,1
France	2,1	1,3	0,7	0,6	1,8
Royaume-Uni	2,5	3,1	3,4	1,6	2,9
Italie	3,9	1,8	1,7	1,6	2,5
Suisse	0,8	0,5	0,0	0,8	1,6

### Solde de la balance des transactions courantes (en % du produit intérieur brut)

Etats-Unis	-1,6	-1,7	-2,5	-3,6	-4,3
Japon	1,4	2,2	3,2	2,5	2,8
Union européenne	1,0	1,5	1,0	0,2	-0,2
Allemagne	-0,3	-0,1	-0,2	-0,9	-0,9
France	1,3	2,7	2,6	2,6	2,3
Royaume-Uni	-0,1	0,8	-0,0	-1,2	-1,5
Italie	3,2	2,8	1,8	0,6	-0,9
Suisse	7,4	10,0	9,8	11,6	12,9

Pour 2000, les données sont en partie estimées.

Source: OCDE

Mesuré aux prix à la consommation, le renchérissement a augmenté, passant en moyenne des pays de l'OCDE de 1,4% en 1999 à 2,5% l'année suivante. Abstraction faite de l'énergie et de l'alimentation, il était de 1,9%. Son évolution a varié sensiblement d'un pays à l'autre. Aux Etats-Unis, le renchérissement s'établissait à 3,4% en décembre, contre 2,7% un an auparavant. Les prix du pétrole, mais aussi la nette hausse des coûts salariaux ont contribué à cette accélération. Dans la zone euro, le renchérissement, mesuré à l'indice harmonisé des prix à la consommation, a passé de 1,8% en décembre 1999 à 2,8% en septembre 2000, puis à 2,6% en décembre. Au Royaume-Uni également, la hausse des prix s'est accélérée. Le renchérissement y était de 2,9% en décembre, contre 1,8% douze mois auparavant. Au Japon, le niveau des prix à la consommation a fléchi de 0,7%; il avait déjà marqué un repli de 0,4% en 1999.

**Accélération  
du renchérissement**

En raison de la forte expansion des importations, le déficit de la balance des transactions courantes des Etats-Unis s'est une nouvelle fois alourdi pour atteindre 430 milliards de dollars environ, soit un montant dépassant d'un tiers celui de 1999. Il correspondait à 4,3% du produit intérieur brut, contre 3,6% l'année précédente. Les pays de l'UE ont eux aussi enregistré généralement des déficits accrus ou des excédents en repli de leur balance des transactions courantes. L'UE a clos sur un faible déficit, alors que sa balance avait été légèrement excédentaire en 1999. Au Japon, le solde actif de la balance des transactions courantes a augmenté de 0,3 point pour s'inscrire à 2,8% du produit intérieur brut.

**Evolution toujours divergente  
des soldes des balances  
des transactions courantes**

La situation économique s'est améliorée dans de nombreux pays d'Asie de l'Est, en particulier en Corée du Sud, en Thaïlande et en Malaisie. Les exportations sont restées fortes, et la consommation privée a gagné en vigueur au cours de l'année. La Thaïlande, en juin, et la Corée du Sud, en août, ont mis fin aux programmes d'ajustement économique qu'elles avaient conclus avec le Fonds monétaire international (FMI) à la suite de la crise asiatique. Les réformes dans les secteurs des banques et des entreprises ont progressé, notamment en Corée du Sud et en Malaisie. L'Indonésie et les Philippines étaient toujours aux prises avec d'importantes difficultés. Dans ces deux pays, la reprise n'a pas pu vraiment s'amorcer à cause des réformes structurelles insuffisantes et de la situation politique précaire. En outre, la hausse des prix du pétrole n'a pas favorisé le redressement des économies d'Asie de l'Est.

**Poursuite de la reprise en  
Asie de l'Est**

**Accélération de la croissance en Europe centrale et orientale**

En Europe centrale et orientale, la croissance économique s'est accélérée en 2000. Pour la première fois, tous les pays en transformation ont enregistré une augmentation de leur produit intérieur brut réel. La demande plus forte en provenance de la zone de l'UE a contribué pour beaucoup à cette évolution. Les taux d'expansion ont atteint les niveaux les plus élevés dans les pays les plus avancés dans le processus de transformation, soit la Slovénie, la Hongrie et la Pologne. Les signes de surchauffe, qui se sont multipliés en Hongrie et en Pologne, ont incité les banques centrales de ces deux pays à relever leurs taux directeurs. La banque centrale de Hongrie disposait d'une marge de manœuvre restreinte du fait du rattachement de sa monnaie à l'euro. La banque centrale de Pologne a durci sa politique monétaire, après avoir laissé flotter sa monnaie dès le mois d'avril. Les économies bulgare et slovaque ont bénéficié elles aussi d'une forte croissance, mais le chômage est resté élevé dans ces deux pays. La République tchèque est sortie de trois années de récession; la croissance a été cependant ralentie par les mesures de restructuration nécessaires au sein des banques comme des entreprises. En Roumanie également, l'horizon conjoncturel s'est éclairci. Le pays n'a toutefois obtenu que peu de succès dans la lutte contre l'inflation.

**Amélioration de la situation en Russie**

Après plusieurs années de crise, l'économie russe a enregistré une amélioration. Celle-ci a découlé principalement de la hausse, sur le marché mondial, des prix du pétrole et du gaz, deux biens que la Russie exporte en grandes quantités. Le produit intérieur brut réel s'est accru fortement, et le taux d'inflation a diminué au cours de l'année. Pour la première fois depuis le début du processus de transformation, le gouvernement russe a présenté un projet de budget équilibré. Par contre, la réforme des systèmes bancaire et fiscal a peu avancé.

**Multiplication des problèmes en Turquie**

En Turquie, les problèmes économiques se sont multipliés en dépit du programme de stabilité que le pays avait conclu avec le FMI à fin 1999. L'inflation a certes pu être réduite, mais l'objectif visé n'a de loin pas été atteint. En novembre, des difficultés sont apparues dans le secteur bancaire. La banque centrale de Turquie a cherché à les maîtriser par des apports de liquidités, ce qui a engendré des sorties massives de capitaux. Une aide financière supplémentaire du FMI et l'annonce de nouvelles mesures de stabilisation ont permis de détendre la situation.

**Croissance plus forte en Amérique latine – Crise en Argentine**

En Amérique latine, la croissance économique s'est accélérée en 2000. L'économie mexicaine, en vive expansion, a bénéficié de la forte demande émanant des Etats-Unis et de la hausse du prix du pétrole. Le Chili et le Brésil, qui pensaient encore en 1999 les plaies de précédentes crises, se sont rapidement redressés. En Argentine, par contre, la demande a continué à stagner, et le chômage a une nouvelle fois augmenté. Vers la fin de l'année, l'incertitude politique s'est amplifiée. La perte de confiance des investisseurs n'a pas aidé l'Etat argentin à combler son besoin élevé de financement. Le FMI, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Espagne et des établissements financiers du secteur privé ont annoncé, en décembre, la mise sur pied d'une vaste aide financière pour soutenir l'économie argentine.

## 1.2 Politique monétaire

Les banques centrales de la zone de l'OCDE ont resserré davantage les rênes monétaires au cours de l'année 2000. Elles ont ainsi réagi à la forte croissance économique et à la menace d'une accélération durable du renchérissement. Les banques centrales américaine et britannique ont relevé leurs taux directeurs pour la dernière fois en mai et en février, alors que la Banque centrale européenne (BCE) a durci encore sa politique monétaire dans la seconde moitié de l'année.

Au cours du premier semestre, la banque centrale des Etats-Unis a relevé son taux directeur, le taux de l'argent au jour le jour, de 5,5% à 6,5% en trois étapes. Entre juin et novembre 1999, elle l'avait déjà majoré de 0,75 point pour le porter à 5,5%. En janvier et en février, la Banque d'Angleterre a augmenté son taux directeur, lequel a ainsi passé de 5,5% à 6%. Elle avait déjà procédé à deux hausses, d'un demi-point au total, en septembre et en novembre 1999.

En 2000, la BCE a porté son taux directeur – le taux des opérations principales de refinancement (pensions de titres) – de 3% à 4,75% en six étapes. Ce taux avait été relevé pour la première fois, d'un demi-point, en novembre 1999. La BCE a justifié le durcissement de sa politique monétaire par l'approvisionnement ample de l'économie en liquidités et par le risque accru pesant sur la stabilité des prix à la suite de l'évolution des cours de change. En outre, la BCE et d'autres banques centrales sont intervenues sur les marchés des changes, en septembre et en novembre, pour soutenir l'euro.

La banque centrale du Danemark a relevé ses taux d'intérêt approximativement au même rythme que la BCE. Après le refus par le peuple, à fin septembre, de participer à la troisième étape de l'Union économique et monétaire, elle a pu, du fait de la fermeté de la couronne, assouplir légèrement sa politique monétaire. En 2000, la banque centrale de Norvège a elle aussi resserré les rênes monétaires et majoré son taux directeur d'un point au total pour le porter à 6,75%.

La banque centrale de Grèce a fortement réduit les taux d'intérêt, au cours de l'an 2000, pour les ramener au niveau de ceux de la zone euro. Au début de 2001, la Grèce est devenue le douzième des quinze Etats de l'UE à participer à la troisième étape de l'Union économique et monétaire et à adopter l'euro comme monnaie.

En août, la banque centrale du Japon a mis un terme à sa politique de taux d'intérêt zéro. Etant donné l'amélioration de la situation économique et l'éloignement du risque de déflation, elle a porté le taux de l'argent au jour le jour à 0,25%. A partir de février 1999, elle avait mis à disposition des liquidités à un taux proche de 0% pour soutenir une conjoncture déprimée.

**Nouveau durcissement de la politique monétaire**

**Relèvements des taux directeurs aux Etats-Unis et au Royaume-Uni**

**Resserrement de la politique monétaire dans la zone euro...**

**... ainsi qu'au Danemark et en Norvège**

**Baisse des taux d'intérêt en Grèce**

**Légère hausse des taux au Japon**

## 1.3 Finances publiques

### Amélioration des finances publiques

La plupart des pays de l'OCDE ont enregistré une amélioration de leurs finances publiques en 2000. La dette publique a par conséquent diminué. Cette évolution s'explique par des recettes fiscales plus abondantes du fait de la conjoncture favorable, mais aussi par la politique plus circonspecte des gouvernements en matière de dépenses.

### Excédents aux Etats-Unis et au Royaume-Uni

Aux Etats-Unis, les finances publiques se sont soldées par un excédent de recettes atteignant environ 2% du produit intérieur brut, contre 1% l'exercice précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut, la dette publique a fléchi, passant de 65% à 60%. Au Royaume-Uni également, l'exercice a dégagé un excédent de près de 3% du produit intérieur brut, soit environ le double de celui de 1999. La dette publique a reculé de 5 points pour s'établir à 52% du produit intérieur brut.

### Diminution des déficits publics dans la zone euro

Après un déficit correspondant à 1,3% du produit intérieur brut en 1999, les finances publiques des pays de la zone euro étaient approximativement équilibrées en 2000. De sensibles écarts subsistaient cependant entre les pays. La France et l'Italie ont enregistré une nouvelle fois des déficits, en recul certes, mais s'élevant encore à respectivement 1,4% et 1,5% du produit intérieur brut. En revanche, l'Allemagne a dégagé un excédent de 1,4%, qui s'explique toutefois exclusivement par les recettes extraordinaires découlant de la vente aux enchères de licences de téléphonie mobile. Les finances publiques de nombreux petits pays de la zone euro se sont soldées elles aussi par des excédents. La dette publique de la zone euro a dans l'ensemble diminué, passant de 75% à 73%. L'Italie et la Belgique avaient les taux les plus élevés, soit respectivement 112% et 111%, tandis que le Luxembourg affichait le taux le plus bas (6%).

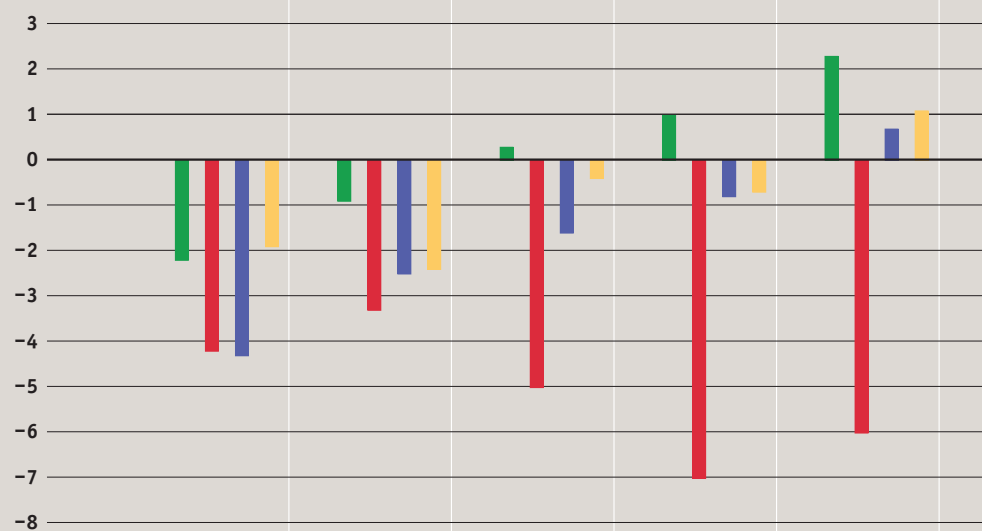
### Lourd déficit au Japon

Le déficit public du Japon s'est établi à 6% du produit intérieur brut, contre 7% en 1999. La dette publique a augmenté pour atteindre 112% du produit intérieur brut. Elle était de 60% environ au début des années nonante. La sensible expansion de la dette est due aux dépenses publiques et allègements fiscaux substantiels que le gouvernement avait décidés dans les années nonante pour stimuler l'économie.

### Clôture des comptes des collectivités publiques

Etats-Unis  
Japon  
Union européenne  
Suisse

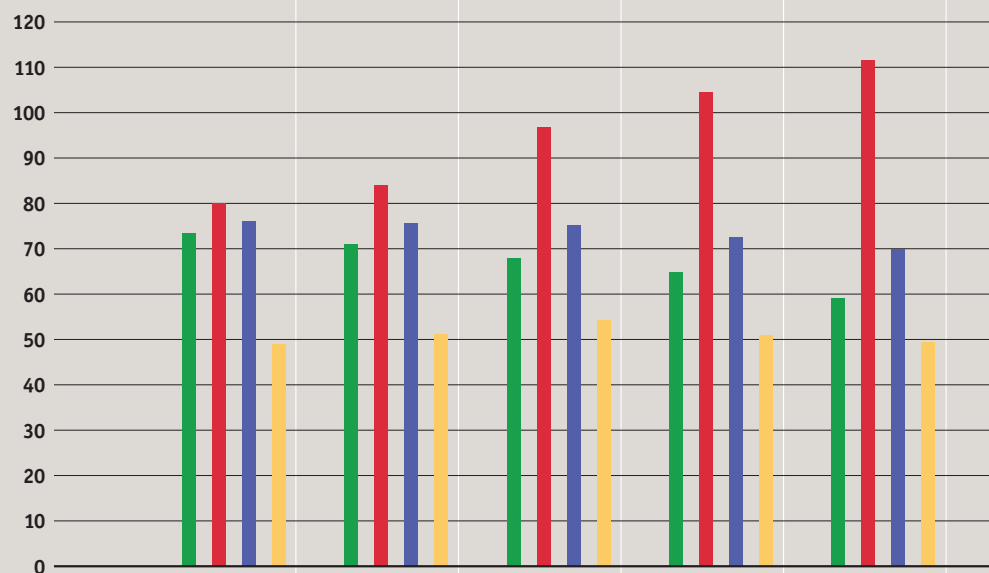
Solde financier des collectivités publiques (y compris assurances sociales) en pour-cent du PIB.  
Source: OCDE



### Dettes publiques

Etats-Unis  
Japon  
Union européenne  
Suisse

Dettes publiques totales (ensemble des collectivités publiques, y compris assurances sociales) en pour-cent du PIB.  
Source: OCDE



## 1.4 Marchés des changes

### Hausse marquée du dollar

Le dollar, stimulé par la croissance économique vigoureuse aux Etats-Unis, s'est revalorisé sensiblement face à toutes les monnaies importantes. Une légère faiblesse, apparue au milieu de l'année, a été temporaire. En décembre, la monnaie américaine a fléchi fortement. En dépit de cette baisse, le dollar enregistrait encore, en moyenne du mois de décembre, des hausses en un an de 11,3% face à l'euro et de 6,3% vis-à-vis du franc. En décembre, son cours réel, pondéré par le commerce extérieur, dépassait de 9,1% le niveau du mois correspondant de l'année précédente.

### Euro toujours faible

L'euro a continué à faiblir, malgré l'amélioration de la conjoncture en Europe et plusieurs relèvements du taux directeur de la BCE. En septembre et en novembre, la BCE est intervenue sur le marché des changes en vue de soutenir l'euro. Jusqu'en décembre, la monnaie européenne s'est alors légèrement raffermie, passant à 0,90 dollar, 1,51 franc et 0,61 livre sterling. En un an, l'euro a cédé 12,8% face au dollar, 5,8% par rapport au franc et 2,2% vis-à-vis de la livre sterling. Le cours réel de l'euro, pondéré par le commerce extérieur, a reculé de 4,8% entre décembre 1999 et décembre 2000 et de 15,9% entre le moment de son introduction, début 1999, et décembre 2000.

### Evolution inégale du yen

Le yen a considérablement fluctué pendant l'année. En décembre, il avait cédé en un an 9,6% par rapport au dollar et 2,5% vis-à-vis du franc. En revanche, la monnaie nippone s'est revalorisée de 3,1% face à l'euro. Son cours réel, pondéré par le commerce extérieur, était inférieur de 5,7% au niveau de décembre 1999.

## 1.5 Marchés financiers

### Diminution des rendements à long terme

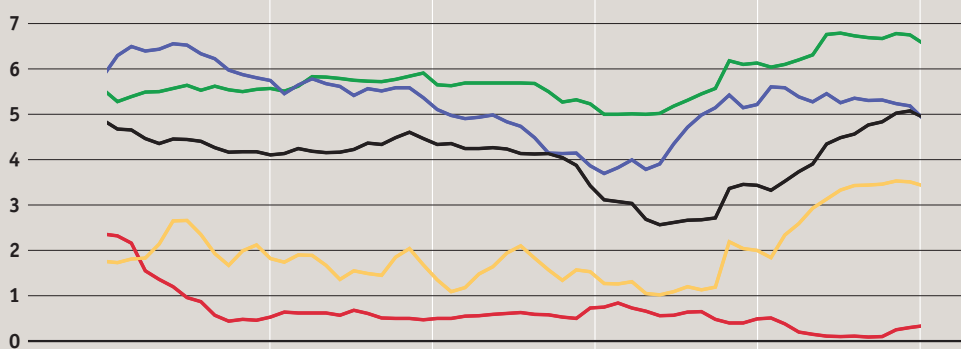
Les rendements des emprunts d'Etat à long terme se sont repliés dans les pays industrialisés, après avoir augmenté, dans de fortes proportions pour certains d'entre eux, en 1999. Ce repli a résulté principalement de la baisse des anticipations inflationnistes, qui a suivi le durcissement de la politique monétaire. Il s'explique aussi par l'amélioration des perspectives en matière de finances publiques dans plusieurs pays.

### Nette baisse des rendements aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans s'inscrivait à 5,2% en décembre, soit 1,5 point au-dessous de son niveau de janvier. Au second semestre, après le relèvement du taux de l'argent au jour le jour à 6,5%, les taux à court terme étaient supérieurs aux taux à long terme; la courbe des rendements était donc inversée. L'annonce du remboursement d'une partie de la dette publique a engendré au début de l'année un accroissement sensible de l'écart de rendements entre les emprunts d'Etat et ceux du secteur privé. En outre, pour les emprunts du secteur privé, l'écart de rendements entre les débiteurs de premier ordre et les autres a encore augmenté, au second semestre, en raison du ralentissement attendu de la conjoncture et de la dette croissante de nombreuses entreprises.

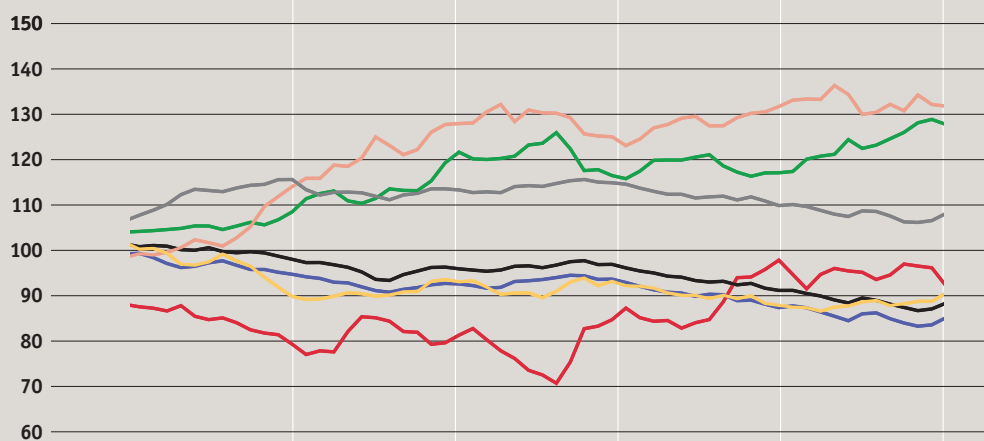
### Taux d'intérêt à court terme

— Dollar des Etats-Unis  
— Yen japonais  
— Mark allemand  
— Euro  
— Franc suisse  
 Dépôts à trois mois sur l'euro-marché.  
 En pour-cent.  
 Source: BRI



### Cours de change

— Dollar des Etats-Unis  
— Yen japonais  
— Mark allemand  
— Franc français  
— Livre sterling  
— Lire italienne  
— Franc suisse  
 Cours réels, pondérés par le commerce extérieur.  
 Indice: 1995 = 100.  
 Source: BRI



**Repli moins marqué en Europe**

En Europe, les rendements des emprunts d'Etat à dix ans n'ont pas diminué autant qu'aux Etats-Unis. Au Royaume-Uni, ils étaient de 4,9% en décembre, contre 5,4% un an auparavant; la courbe des rendements s'était inversée en octobre 1999 déjà. Dans la zone euro, les rendements s'établissaient à 5,1% en décembre, soit 0,6 point au-dessous de leur niveau de janvier, et restaient ainsi supérieurs aux taux à court terme.

**Stabilité des taux à long terme au Japon**

Au Japon, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans s'est maintenu à environ 1,7% pendant toute l'année. Il était déjà à ce niveau l'année précédente.

**Baisse des cours des actions**

Sur les principales places boursières, à l'exception de la Suisse, les cours des actions ont fléchi tout en marquant des fluctuations parfois vives. Ils ont atteint leur point culminant au début de l'année aux Etats-Unis et vers le milieu de l'année en Europe. La baisse a été particulièrement forte pour de nombreux titres de l'industrie de l'informatique et des télécommunications, titres qui avaient beaucoup progressé en 1999.

**Diminution du recours net aux marchés financiers internationaux**

Après avoir fortement augmenté en 1999, le volume net des capitaux levés sur les marchés financiers internationaux a diminué de 6%. Les émissions annoncées, soit 1138 milliards de dollars au total, ont porté en majeure partie sur des emprunts à moyen et long terme. La part des instruments du marché monétaire est demeurée faible, puisqu'elle s'est inscrite à 122 milliards de dollars seulement. La répartition des émissions selon la monnaie s'est sensiblement modifiée d'une année à l'autre. Les parts de l'euro et du dollar ont reculé, passant respectivement de 39% à 34% et de 43% à 42%. En revanche, la part du yen a progressé de 5 points pour atteindre 12%. Les émissions libellées en francs suisses avaient une part de 1,4%, d'où un léger repli par rapport à ce qui avait été observé les années précédentes.

**Hausse des bénéfices des banques aux Etats-Unis et en Europe**

Grâce à l'évolution favorable de la conjoncture, les banques commerciales des Etats-Unis et d'Europe ont pu une nouvelle fois accroître leurs bénéfices. Le processus de concentration en cours dans le secteur financier s'est poursuivi. Aux Etats-Unis, la révision de 1999 de la législation bancaire («Financial Modernization Act») a accéléré le mouvement. Au sein de l'UE, des banques de plusieurs pays ont intensifié leur collaboration. D'importantes fusions ont eu lieu entre des banques d'Allemagne et d'Autriche, de France et du Royaume-Uni ainsi qu'en Scandinavie.

**Poursuite de la restructuration du secteur bancaire en Asie**

Au Japon, le processus de restructuration a continué dans le secteur bancaire. En dépit du soutien de l'Etat, la dotation en fonds propres de nombreux établissements est restée faible. A Hong-Kong et à Singapour, il a été possible d'asseoir le secteur financier sur une base plus solide. Dans d'autres pays d'Asie orientale, par contre, la part élevée des crédits douteux n'a pu être réduite dans une mesure satisfaisante.

**Renforcement de la collaboration entre les bourses européennes**

Les bourses européennes ont cherché à renforcer leur collaboration. En septembre, les bourses d'Amsterdam, de Bruxelles et de Paris ont fusionné pour donner naissance à Euronext. Un rapprochement entre les bourses de Francfort et de Londres a cependant échoué. Quant à SWX Swiss Exchange, la bourse suisse, elle a créé avec la plate-forme de négoce anglaise Tradepoint une nouvelle bourse intitulée virt-x et spécialisée dans le négoce de blue chips européennes.

1996

1997

1998

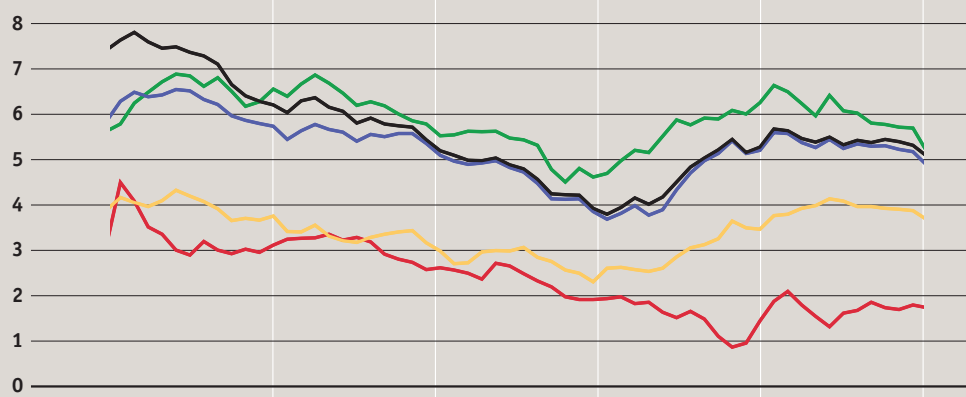
1999

2000

### Taux d'intérêt à long terme

Etats-Unis  
 Japon  
 Allemagne  
 Zone euro  
 Suisse

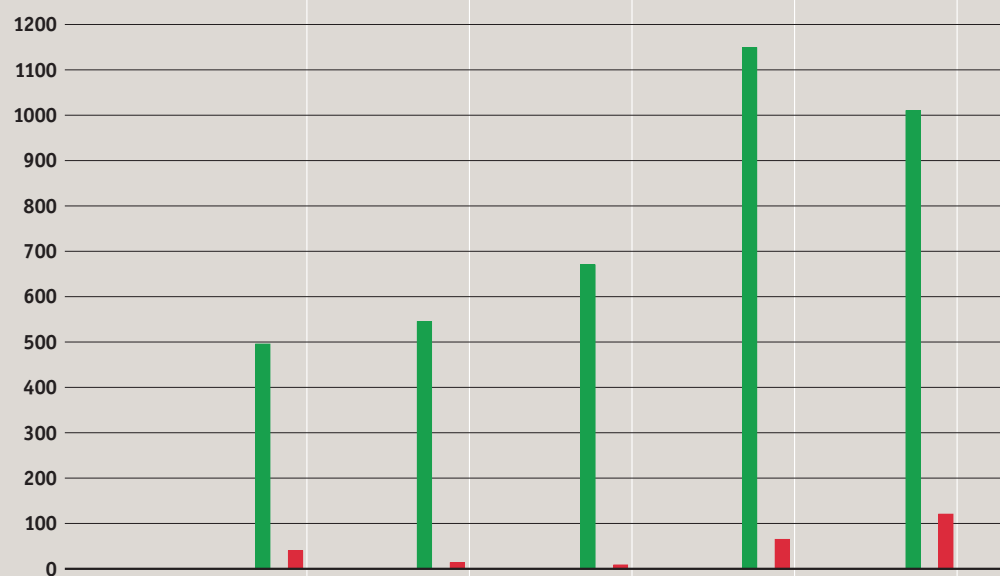
Obligations à long  
 terme de l'Etat.  
 En pour-cent.  
 Source: BRI



### Recours net aux marchés financiers internationaux

Obligations à long terme et  
 papiers à moyen terme  
 Papiers monétaires

En milliards de dollars.  
 Source: BRI



## 2 Suisse

### 2.1 Evolution de la conjoncture

#### Forte croissance économique

En Suisse, la conjoncture a fortement gagné en vigueur. L'essor de l'économie mondiale, le bas niveau des taux d'intérêt et la faiblesse du franc face au dollar ont eu des effets positifs. L'évolution a été si dynamique au premier semestre que l'écart de production, observé depuis 1992, était presque intégralement résorbé vers le milieu de l'année. En moyenne annuelle, le produit intérieur brut réel a augmenté de 3,4%, contre 1,5% en 1999. Une expansion aussi vive n'avait plus été observée depuis 1989. La croissance économique a reposé principalement sur les exportations, mais la demande intérieure a elle aussi apporté une contribution importante à la conjoncture. Des impulsions ont découlé également de la construction.

#### Amélioration de la marche des affaires dans l'industrie

Dans l'industrie, la marche des affaires s'est nettement améliorée au cours de l'année. Les stocks ayant beaucoup diminué en 1999, la progression vigoureuse de la demande s'est traduite par une forte hausse de la production. Les capacités techniques, bien qu'accrues, ont été davantage sollicitées. Leur taux d'utilisation atteignait 84,4% à la fin de l'année, contre 82% douze mois auparavant. La marche des affaires a évolué de manière particulièrement favorable dans les branches axées sur les exportations. Les entrées de commandes, qui avaient augmenté massivement en début d'année, ont par la suite faibli quelque peu. L'industrie – qu'elle soit à vocation exportatrice ou axée sur le marché intérieur – est restée néanmoins optimiste, durant toute l'année, en ce qui concerne les perspectives d'affaires.

#### Consommation robuste des ménages

En termes réels, la consommation des ménages a progressé de 2%, soit à un rythme très proche de celui de l'année précédente. Elle est ainsi restée un pilier important de la conjoncture. Le climat de consommation s'est sensiblement amélioré, en particulier grâce à la situation favorable sur le marché de l'emploi. Tant le commerce de détail que les autres branches des services en ont bénéficié. Ainsi, du côté du tourisme, la demande intérieure a évolué de manière réjouissante. De plus, le nombre des hôtes étrangers s'est fortement accru, après deux années pendant lesquelles la crise asiatique avait fait sentir ses effets. La branche du tourisme, qui avait stagné en 1999, a donc connu une année particulièrement florissante.

#### Reprise des investissements en constructions

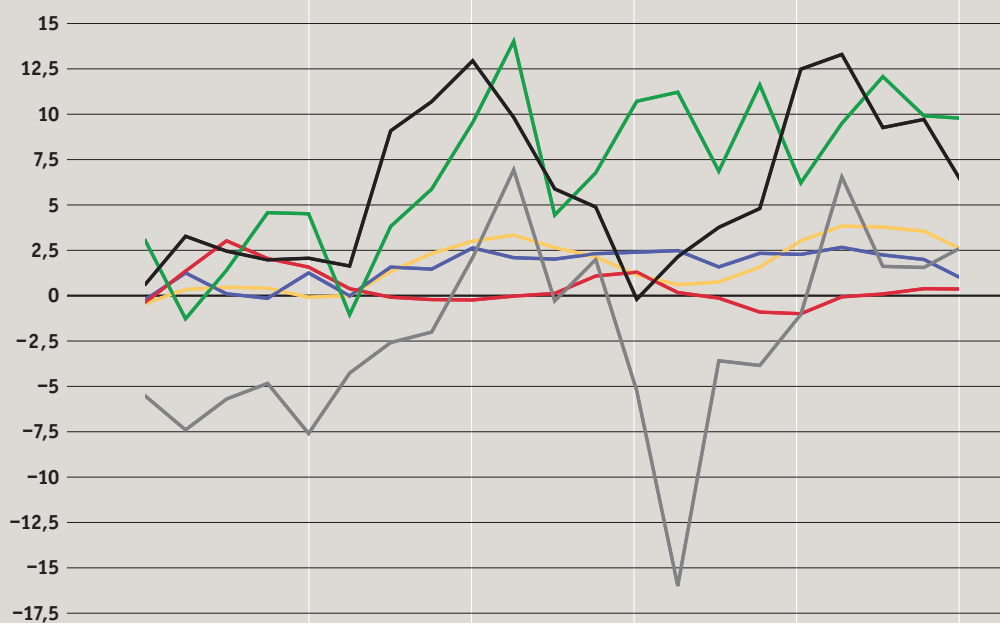
Les investissements en constructions ont progressé de 2,7% en termes réels, après un recul de 5,3% en 1999. Le développement du réseau des routes nationales et les grands projets ferroviaires (NLFA, Rail 2000) ont contribué pour beaucoup à la vive expansion du génie civil. Dans la construction de logements, l'activité a augmenté à un rythme plus lent qu'en 1999. Une accélération a été observée en revanche dans le segment des constructions à caractère artisanal et industriel, à la suite de l'amélioration de la marche des affaires dans l'industrie et d'un certain besoin de rattrapage dans l'entretien de ce type de bâtiments.

#### Forte expansion des investissements en biens d'équipement

La forte croissance des investissements en biens d'équipement a continué. Elle s'est établie à 10,3% en termes réels, après 9% environ en 1999. L'augmentation du taux d'utilisation des capacités techniques et de meilleurs résultats ont incité les entreprises industrielles à investir davantage. Ces investissements visaient à rationaliser la production, mais aussi, de plus en plus, à étendre les capacités. Les investissements en biens d'équipement ayant pro-

### Produit intérieur brut

- Produit intérieur brut réel
  - Consommation privée
  - Consommation publique
  - Investissements en constructions
  - Investissements en biens d'équipement
  - Exportations
- Variation en pour-cent par rapport à l'année précédente.  
Source: seco



gressé ces dernières années à des rythmes sensiblement supérieurs à ceux des investissements en constructions, leur part au total annuel des investissements a nettement augmenté. En 2000, elle dépassait 50% pour la première fois.

#### Accélération de la croissance des exportations ...

En volume, l'expansion des exportations de biens a atteint 7,1%, soit plus du double du taux observé en 1999. La conjoncture favorable aux Etats-Unis et dans l'UE a contribué à cette évolution. Mais l'industrie d'exportation a bénéficié également de la reprise en Asie de l'Est, de la forte demande en provenance des pays de l'OPEP ainsi que du cours élevé du dollar. En valeur, les livraisons vers les Etats-Unis se sont accrues de 13%, et celles vers l'UE, de 6,7%. Les ventes de biens d'équipement, de matières premières et de produits semi-finis ont progressé de manière particulièrement forte. Par catégories de marchandises, les exportations de produits de la métallurgie et de l'industrie des machines ainsi que d'équipements électriques et d'instruments de précision ont enregistré des taux de croissance élevés. Les prix à l'exportation ont augmenté de 3,5%, soit davantage qu'en 1999.

#### ... et des importations

Soutenues par une demande intérieure robuste, les importations de biens se sont accrues de 7% en volume, contre 8,2% l'année précédente. Les achats à l'étranger de matières premières et de produits semi-finis se sont tout particulièrement accélérés du fait de la situation économique favorable dans l'industrie. Les importations de biens de consommation et de biens d'équipement ont progressé à des rythmes inférieurs à ceux de 1999, et les achats d'agents énergétiques ont légèrement diminué. Après un repli en 1999, les prix à l'importation ont marqué une hausse de 6,4% en 2000. Cette hausse est due à l'évolution des prix en dollars du pétrole et d'autres matières premières, mais aussi à la faiblesse du franc face à la monnaie américaine.

#### Croissance plus forte de la demande de main-d'œuvre

La conjoncture très favorable s'est reflétée également dans la demande de main-d'œuvre, qui a considérablement progressé. L'emploi s'est accru de 2,2%, contre 1,6% l'année précédente. Des emplois ont été créés avant tout dans le secteur des services (+2,6%). La répartition par branches montre cependant que la hausse la plus forte a été enregistrée dans la construction. Dans l'industrie, l'emploi a augmenté de 1%, après avoir continuellement diminué au cours des années nonante. La tendance à l'augmentation de la part du secteur des services s'est poursuivie en 2000. Dans le commerce, les banques, l'informatique, l'administration publique, les services fournis aux entreprises et l'enseignement, l'emploi a marqué de sensibles progressions. L'évolution a été moins uniforme dans l'industrie, puisque la croissance de l'emploi s'est concentrée dans les branches technologiques.

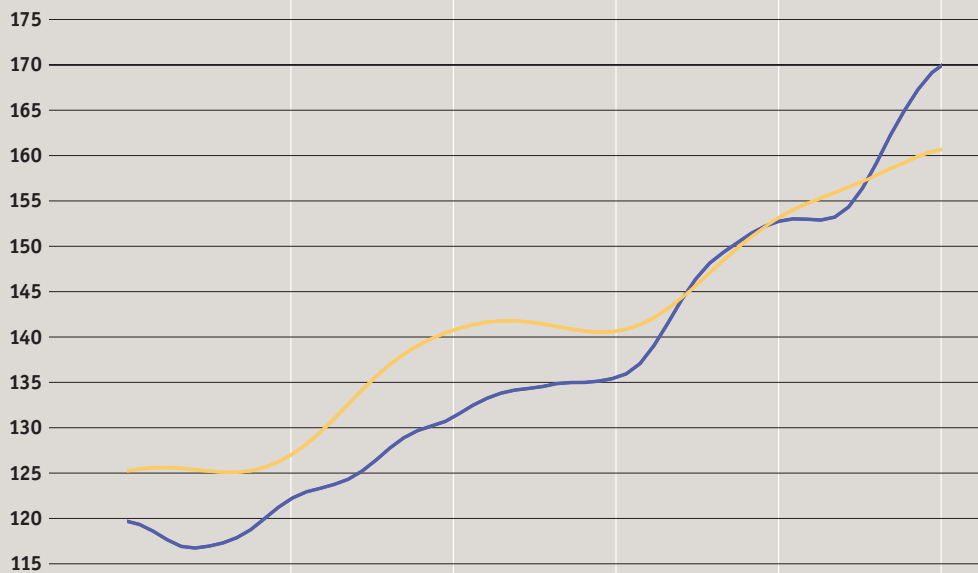
#### Diminution du chômage

Le chômage a continué à se replier. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emploi s'inscrivait à 111 300 en décembre, contre 148 500 un an auparavant. Les demandeurs d'emploi comprennent, outre les chômeurs, les personnes ayant un gain intermédiaire, celles qui participent à des programmes d'occupation, ainsi que celles qui suivent des cours de reconversion ou de perfectionnement. En un an, le nombre des chômeurs inscrits auprès des offices du travail a diminué de 18 300 pour s'établir à 66 000. Le taux de chômage a passé de 2,3% à 1,8%, et celui des demandeurs d'emploi, de 4,1% à 3,1%. Le mouvement de repli a cependant marqué un ralentissement au cours de l'année. L'écart croissant entre les qualifications des chômeurs et les exigences des entreprises a conduit celles-ci à engager un plus grand nombre d'employés très qualifiés venant de l'étranger. Le nombre des frontaliers et celui des personnes ayant un permis à l'année ont progressé très fortement.

### Commerce extérieur

Importations  
Exportations

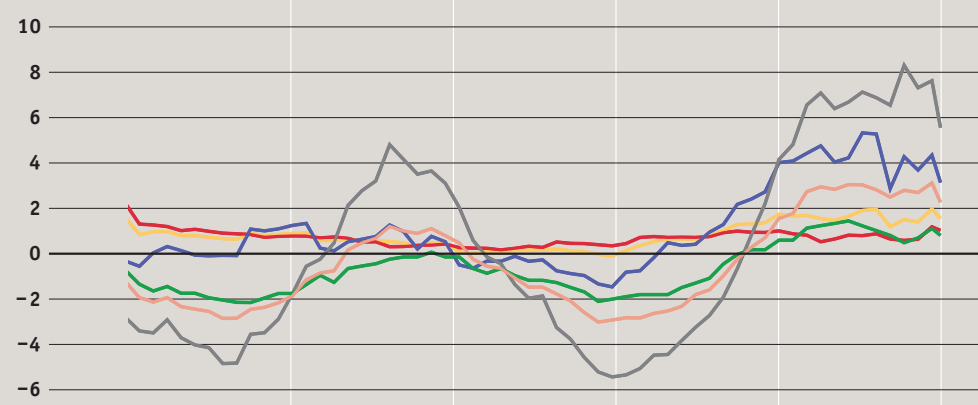
En volume; séries cvs et lissées.  
Indice: 1988 = 100.  
Source: Direction générale  
des douanes



### Evolution des prix

Prix à la consommation  
Prix à la consommation des biens suisses  
Prix à la consommation des biens importés  
Prix à l'importation  
Prix à la production  
Prix à la production et à l'importation

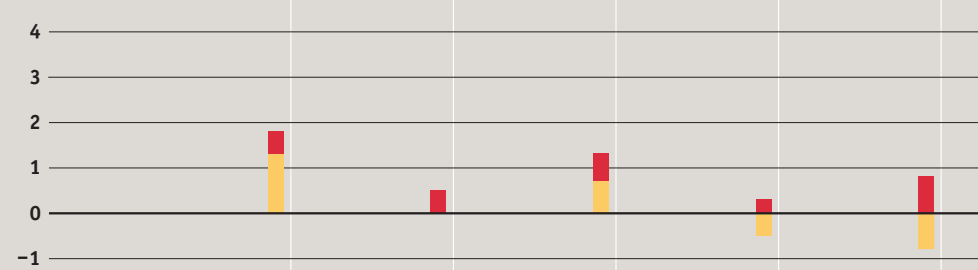
Indice: mai 1993 = 100.  
Variation en pour-cent par rapport  
à l'année précédente.  
Source: Office fédéral de la statistique



### Salaires

En termes nominaux  
En termes réels

Gains des travailleurs.  
Variation en pour-cent par rapport  
à l'année précédente  
(pour 2000, selon des estimations).  
Source: Office fédéral de la statistique



## Fléchissement du chômage de longue durée

Le repli du chômage est allé de pair avec une diminution du nombre des chômeurs de longue durée, c'est-à-dire des personnes sans emploi depuis un an ou davantage. Les chômeurs de longue durée formaient 18,5% du total des chômeurs inscrits à fin 2000, contre 22,5% un an auparavant. Le problème des chômeurs en fin de droits est lui aussi devenu moins aigu. Quelque 10 000 personnes sont arrivées à la fin de la période donnant droit aux prestations de l'assurance-chômage en 2000, contre 39 300 l'année précédente.

## Disparités régionales

Une fois encore, le chômage a touché les trois régions linguistiques de manière très inégale. En moyenne annuelle, le taux de chômage s'inscrivait à 3,3% au Tessin, à 3% en Suisse romande et à 1,6% en Suisse alémanique.

## Lente progression de la population active

Selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA), qui est menée une fois l'an, au deuxième trimestre, le nombre des personnes actives occupées a progressé de 0,4% seulement, contre 0,8% lors du relevé précédent. Le nombre des personnes occupées à plein temps et celui des personnes travaillant entre 50% et 90% se sont accrus de respectivement 0,5% et 2,3%, mais le nombre des personnes ayant un taux d'occupation inférieur à 50% a reculé de 1,7%. Contrairement aux années précédentes, le nombre des femmes occupées à plein temps a augmenté, alors que celui des femmes travaillant à temps partiel a diminué. Chez les hommes, le nombre des actifs employés à temps partiel a marqué une forte hausse. Comme précédemment, 80% des postes à temps partiel étaient occupés par des femmes. Le taux d'activité des hommes était de 89,4%, et celui des femmes, de 73,9%.

## Emploi et chômage

	1996	1997	1998	1999	2000
1 Selon la statistique de l'emploi					
<b>Emplois à plein temps<sup>1</sup> variation en %</b>	-2,2	-1,9	-0,4	-0,2	1,0
<b>Emplois à plein temps et à temps partiel<sup>1</sup> variation en %</b>	-1,2	-1,3	0,7	1,6	2,2
2 Selon l'ESPA					
<b>Personnes actives occupées<sup>2</sup> variation en %</b>	0,5	-0,4	1,8	0,8	0,4
<b>Taux de chômage en %</b>	4,7	5,2	3,9	2,7	2,0
3 Volume des annonces d'offres d'emploi dans les journaux					
<b>Chômeurs en milliers</b>	168,6	188,3	139,7	98,6	72,0
<b>Personnes occupées selon un horaire réduit en milliers</b>	13,1	6,6	3,1	2,9	0,7
Sources: OFS, seco et indice Manpower					
<b>Indice de l'emploi Manpower<sup>3</sup> variation en %</b>	-19,9	2,5	35,9	26,5	24,5

## Accélération de la hausse des prix à la consommation

Mesuré à l'indice suisse des prix à la consommation, le renchérissement annuel atteignait 1,6%, contre 0,8% en 1999. Il était dû à raison d'un point environ à l'envolée des prix des produits pétroliers. En douze mois, les prix des marchandises ont augmenté de 3,1%, après une hausse de 0,7% en 1999. Dans les services, en revanche, le renchérissement s'est modéré, passant de 0,9% en 1999 à 0,4% en 2000. Ce ralentissement s'explique notamment par la nouvelle et forte baisse des prix dans le domaine des télécommunications.

## Biens étrangers nettement plus onéreux

Du fait principalement de l'envolée du prix du pétrole, les biens d'origine étrangère ont renchéri de 4,1% en moyenne, contre 1% en 1999. Les prix des biens suisses ont quant à eux augmenté de 0,7%, comme l'année précédente.

Après avoir diminué les deux années précédentes, les prix de l'offre totale ont progressé de 2,7%. Le renchérissement était de 6,7% pour les biens importés, et de 0,9% pour les biens suisses. Les prix des matières premières ont marqué une hausse particulièrement forte, tandis que les produits semi-finis et les biens de consommation ont renchéri modérément. Quant aux prix des biens d'équipement, ils se sont maintenus à leur niveau de 1999.

La balance des transactions courantes a dégagé un solde actif de 52,4 milliards de francs, contre 45 milliards en 1999. En pourcentage du produit intérieur brut, son excédent a augmenté, passant de 11,6% en 1999 à 12,9% l'année suivante. Dans le commerce spécial, les exportations de biens ont progressé de 10,6% en valeur, et les importations, de 13,4%. La balance commerciale s'est ainsi soldée par un déficit de 2,1 milliards de francs, après avoir enregistré un excédent de 1 milliard en 1999. Pour l'ensemble des échanges de biens (soit le commerce spécial, mais aussi les métaux précieux, les pierres gemmes, les objets d'art et les antiquités ainsi que l'énergie électrique), le déficit a été de 4,8 milliards de francs. Le solde actif de la balance des services s'est accru de 2,8 milliards pour atteindre 22,6 milliards de francs. D'une année à l'autre, les recettes provenant du tourisme et des transports internationaux ont progressé, et les commissions encaissées par les banques ont considérablement augmenté. Le solde actif des revenus de facteurs – revenus du travail et de capitaux – s'est inscrit à 40,2 milliards de francs. Sa hausse de 8,3 milliards de francs a découlé des revenus nets tirés des investissements directs et des investissements de portefeuille. Quant aux transferts courants, ils se sont soldés par un déficit de 5,5 milliards de francs, contre 6,2 milliards en 1999.

Hausse des prix de l'offre totale

Excédent accru de la balance des transactions courantes

#### Balance des transactions courantes soldes en milliards de francs

	1996	1997	1998 Chiffres révisés	1999 Chiffres provisoires	2000 Chiffres estimés
Biens	1,1	-0,5	-2,3	-0,4	-4,8
Commerce spécial	2,2	2,0	2,2	1,0	-2,1
Energie électrique	0,5	0,7	0,7	0,6	0,4
Autres postes	-1,5	-3,2	-5,2	-2,1	-3,1
Services	15,4	18,9	19,6	19,8	22,6
dont tourisme	1,6	1,4	1,7	1,4	1,7
dont assurances privées	1,7	2,0	2,2	2,7	2,8
dont transports	0,4	1,2	1,5	1,8	1,9
dont commissions bancaires	7,8	8,8	9,2	11,1	13,3
Revenus de facteurs	15,6	23,4	25,5	31,9	40,2
Revenus du travail	-6,9	-6,5	-6,4	-6,5	-7,0
Revenus de capitaux	22,4	30,0	32,0	38,4	47,1
Transferts courants	-4,9	-4,9	-5,3	-6,2	-5,5
<b>Balance des transactions courantes</b>	<b>27,2</b>	<b>37,0</b>	<b>37,5</b>	<b>45,0</b>	<b>52,4</b>

## 2.2 Finances publiques

### Fort excédent de recettes de la Confédération

En 2000, le compte financier de la Confédération a dégagé un excédent de recettes de 4,6 milliards de francs, soit 1,1% du produit intérieur brut, alors qu'un déficit de 1,8 milliard figurait au budget. L'écart par rapport au budget a été très net du côté des recettes. Celles-ci se sont accrues à la suite de l'essor économique d'une ampleur inattendue, qui a influé positivement sur les produits avant tout de l'impôt anticipé, de l'impôt fédéral direct et des droits de timbre. En outre, des recettes exceptionnelles, telles que le produit de la vente aux enchères de licences pour la téléphonie mobile, ont contribué à ce bon résultat. Quant aux dépenses de la Confédération, elles sont restées inférieures au budget du fait de l'évolution en particulier dans les domaines de la prévoyance sociale, de l'agriculture et du trafic.

### Budget approximativement équilibré pour 2001

Le budget de la Confédération pour 2001 prévoit un excédent de recettes de 18 millions de francs. Il table, du côté des recettes, sur une progression qui devrait marquer un retour à la normale, notamment dans le domaine de l'impôt anticipé. Les dépenses devraient quant à elles augmenter à un rythme légèrement inférieur à la croissance économique nominale.

### Objectif constitutionnel atteint

Etant donné son excédent de recettes de 4,6 milliards de francs, la Confédération a respecté l'objectif budgétaire 2001, qui est inscrit dans la constitution depuis 1998. L'article constitutionnel autorise en effet un déficit de 2,5 milliards de francs au maximum pour 2000.

### Excédents des cantons et communes

Grâce à la bonne conjoncture, les cantons et les communes ont eux aussi, pour la plupart, dégagé des excédents de recettes. Selon les données disponibles, les excédents ont atteint environ 500 millions de francs pour les cantons et 250 millions pour les communes. Les déficits ressortant des budgets s'élevaient à 1,3 milliard de francs pour les cantons et à 500 millions pour les communes.

### Diminution de la quote-part d'endettement

La quote-part d'endettement (dettes de la Confédération, des cantons et des communes en pourcentage du produit intérieur brut) a continué à diminuer, passant de 51,4% à moins de 50%. La dette publique revenait pour moitié à la Confédération, pour 30% aux cantons et pour 20% aux communes.

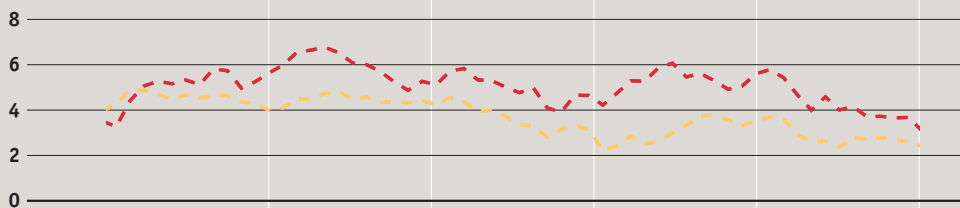
### Procédure de consultation sur la nouvelle péréquation financière

Lancée en 1999, la procédure de consultation sur la nouvelle péréquation financière s'est achevée en 2000. La nouvelle loi vise principalement à réduire les écarts entre cantons financièrement forts et cantons financièrement faibles, à revitaliser le fédéralisme et à redéfinir les compétences respectives de la Confédération et des cantons. L'administration fédérale soumettra, vraisemblablement en 2001, un projet remanié au Conseil fédéral.

### Ecarts entre taux d'intérêt à long terme

— — — — —  
 Allemagne – Suisse  
 — — — — —  
 Etats-Unis – Suisse

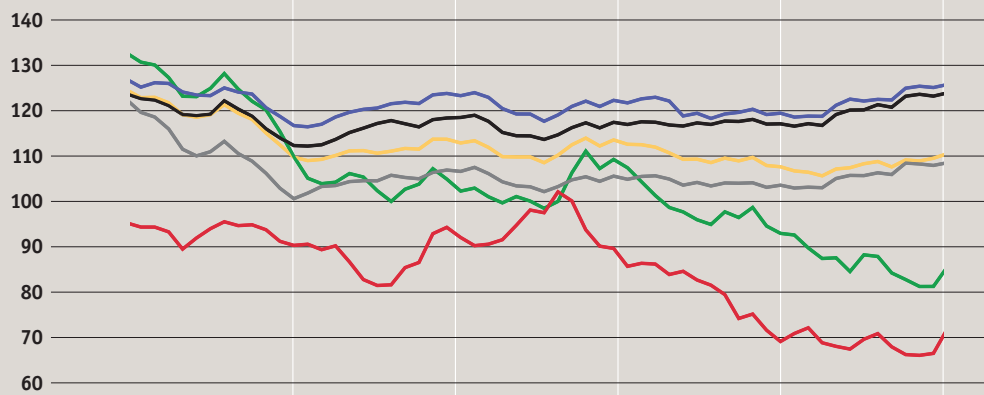
En points.  
 Source: BRI



### Evolution du cours du franc

—  
 Total (15 pays)  
 —  
 Dollar des Etats-Unis  
 —  
 Mark allemand  
 —  
 Yen japonais  
 —  
 Franc français  
 —  
 Lire italienne

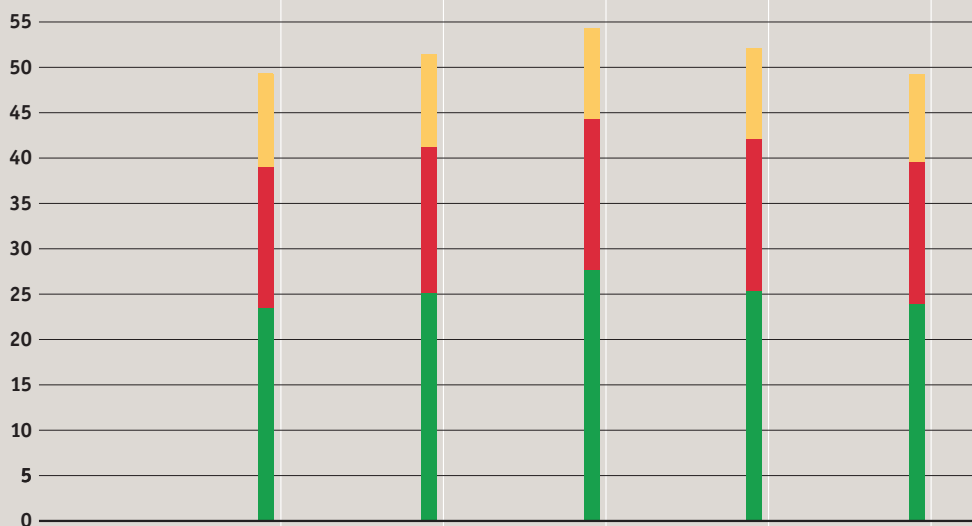
Prix réel du franc en termes de monnaies étrangères.  
 Total: pondéré par les exportations.  
 Indice: novembre 1977 = 100



### Dettes publiques

—  
 Communes  
 —  
 Cantons  
 —  
 Confédération

En pour-cent du PIB  
 (pour 2000, selon des estimations).  
 Source: Administration fédérale des finances



## 2.3 Marchés financiers

### Hausse des taux d'intérêt dans la première moitié de l'année

La hausse des taux d'intérêt, qui avait commencé au second semestre de 1999, a continué dans la première moitié de 2000. Les taux à court terme ayant augmenté davantage que les taux à long terme, la courbe des rendements s'est nettement aplatie. Le rendement moyen des emprunts de la Confédération a progressé pour atteindre 4,3% en mai, puis a marqué de nouveau un repli. En décembre, il s'établissait à 3,7%. Le rendement des créances comptables à trois mois sur la Confédération a lui aussi augmenté, passant de 1,7% en janvier à 3,3% en novembre. Il a ensuite diminué légèrement pour s'inscrire à 3,2% en décembre. Ainsi, l'écart entre le rendement des obligations de la Confédération et celui des créances comptables à trois mois était de 0,5 point en décembre, contre 2,1 points en janvier.

### Progression des cours des actions

L'indice suisse des cours des actions (SPI) a enregistré une hausse de 12% en 2000. Jusqu'à la mi-août, il s'est accru de 15% pour atteindre près de 5800 points. Il a par la suite fléchi, passant à 5300 points environ en octobre. Grâce à une nouvelle hausse, il a terminé l'année à environ 5600 points. Les cours des actions des grandes entreprises ont augmenté de 9%. Leur progression a été sensiblement inférieure à celle des actions des petites entreprises (+36%) et des moyennes entreprises (+22%). Dans les services, les cours ont gagné 11%, soit approximativement autant que dans l'industrie. Des écarts considérables ont été toutefois observés entre les différentes branches. Ainsi, les titres de l'alimentation se sont accrus de 30%, ceux des assurances, de 21%, et ceux des banques, de 16%. Par contre, les titres du commerce de détail ont cédé 7%, ceux de l'industrie des transports, 9%, et ceux de la construction, 7%. Le «New Market Index», qui groupe des valeurs des domaines des télécommunications, de la biotechnologie et des technologies de l'information, est parti en flèche au début de l'année, puis a fortement chuté au printemps et a par la suite fluctué considérablement. En décembre, il était supérieur de 7,4% à son niveau de janvier.

### Diminution du recours net au marché des capitaux

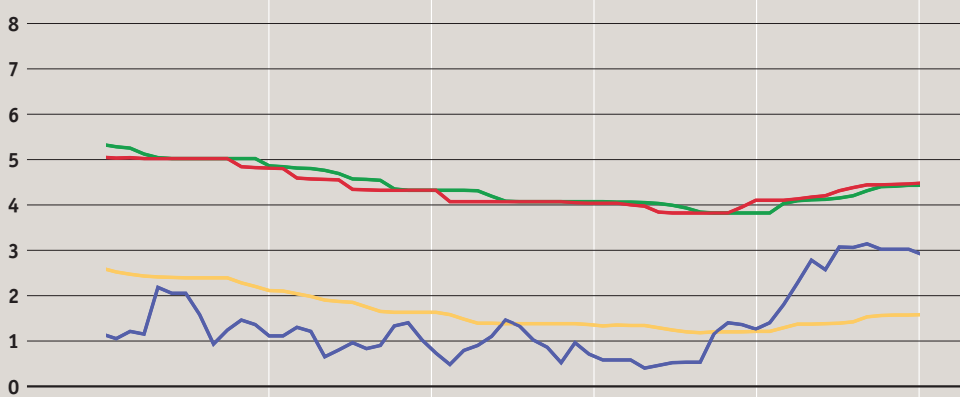
D'une année à l'autre, le recours au marché suisse des capitaux a une nouvelle fois diminué. Le prélèvement net (émissions moins remboursements) a porté sur 28,8 milliards de francs, contre 34,8 milliards en 1999. Les émetteurs suisses ont recueilli 17,3 milliards de francs, soit 5,3 milliards de plus que l'année précédente. Par contre, les fonds prélevés par les débiteurs étrangers ont sensiblement reculé, passant de 22,8 milliards en 1999 à 11,5 milliards de francs l'année suivante. Du total des fonds recueillis par les émissions suisses, près des cinq sixièmes découlaient d'obligations, et plus d'un sixième, d'actions.

### Ralentissement de la croissance des crédits

La croissance des crédits bancaires à des débiteurs suisses s'est ralentie. Les créances non garanties par hypothèque ont progressé à un rythme inférieur de moitié à celui de 1999. Elles ont diminué dans les grandes banques, mais enregistré un taux d'expansion à deux chiffres dans les banques cantonales. Les créances garanties par hypothèque se sont approximativement maintenues à leur niveau de l'année précédente. Ces créances ont légèrement fléchi dans les grandes banques et les banques cantonales, alors qu'elles ont augmenté dans les banques régionales et les banques Raiffeisen. L'épargne classique – engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements et obligations de caisse – a continué à régresser en 2000. Aussi les banques ont-elles dû se tourner davantage vers les opérations interbancaires et le marché des capitaux pour financer leurs crédits et prêts hypothécaires.

### Taux d'intérêt représentatifs dans les banques

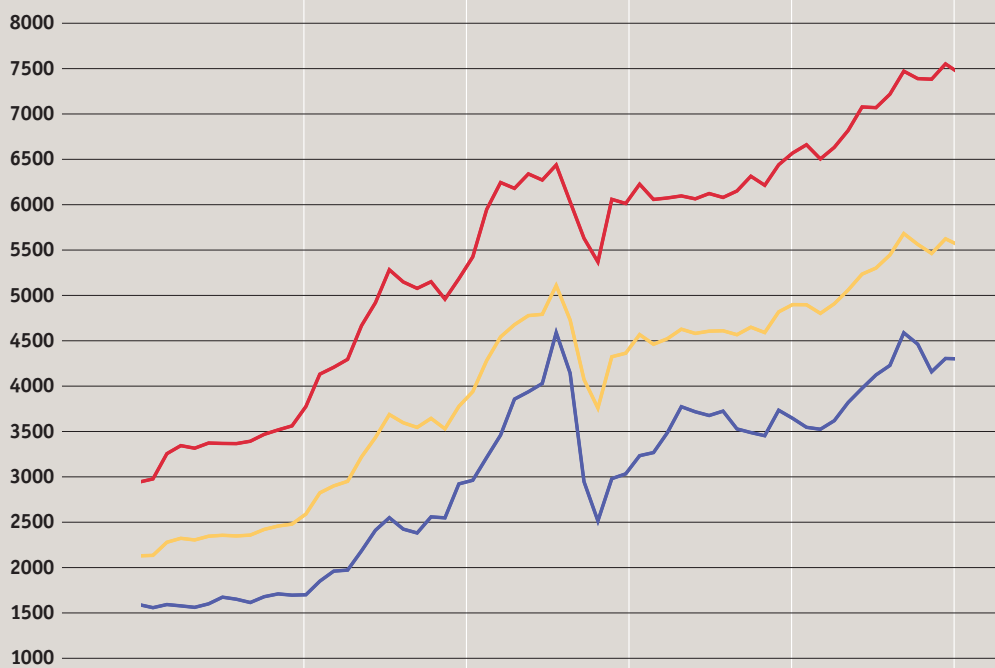
- Anciennes hypothèques, banques cantonales
  - Nouvelles hypothèques, banques cantonales
  - Dépôts d'épargne, banques cantonales
  - Dépôts à trois mois, grandes banques
- Moyenne trimestrielle, en pour-cent



### Cours des actions

- Total
- Banques
- Industrie

Swiss Performance Index.  
Source: SWX Swiss Exchange (bourse suisse)



**Assainissement de la Banque Cantonale de Genève**

La Banque Cantonale de Genève a transféré environ 5 milliards de francs de crédits en souffrance à une Fondation de valorisation. Ce transfert a nécessité de porter le capital de 225 millions à 360 millions de francs. Le capital est détenu principalement par la Ville et l'Etat de Genève ainsi que par les communes genevoises. Contrairement à la Banque Cantonale de Genève, la Fondation de valorisation bénéficie d'une garantie intégrale de l'Etat.

**Grandes banques: acquisitions aux Etats-Unis**

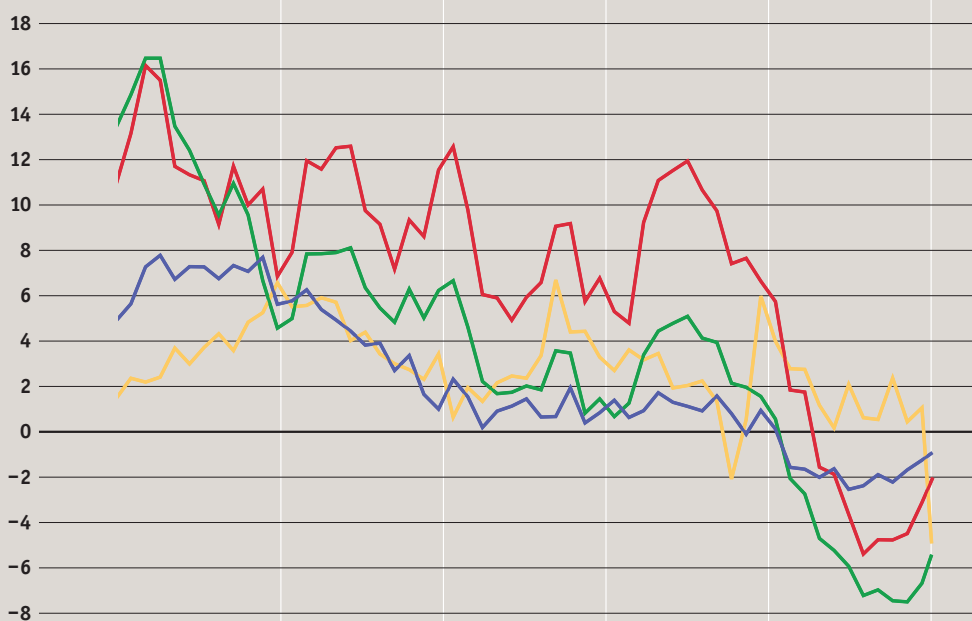
L'UBS SA et le Credit Suisse Group ont tous deux renforcé leur présence aux Etats-Unis. L'UBS SA a investi 20,8 milliards de francs pour reprendre la banque de gestion de fortune PaineWebber, tandis que le CS Group a acquis la banque d'affaires Donaldson, Lufkin & Jenrette (DLJ) pour 19,6 milliards de francs. Les deux grandes banques ont ainsi accru leur position, aux Etats-Unis, dans les domaines de la banque d'affaires et de la gestion de fortune.

**Bénéfices en expansion des banques**

Dans un environnement international caractérisé par une incertitude croissante, les deux grandes banques ont enregistré des bénéfices très élevés. En outre, les autres banques ont pu généralement augmenter leurs bénéfices.

### Agrégats monétaires

— Monnaie centrale  
— M<sub>1</sub>  
— M<sub>2</sub>  
— M<sub>3</sub>  
 Variation en pour-cent par rapport à l'année précédente



### Taux d'intérêt sur les marchés de l'argent et des capitaux

— Libor à trois mois  
— Rendement d'obligations fédérales  
- - - Ecart en points

